
**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

**L'INCIDENCE DES FUSIONS ET ACQUISITIONS TRANSFRONTIÈRES
SUR LES ENTREPRISES NATIONALES ET EN PARTICULIER
SUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. La présente note a été établie par le Secrétariat en réponse à la demande formulée par le Groupe de travail lors de sa réunion des 5 et 6 juillet 2001 (WT/WGTCP/M/15, paragraphe 105). Le Groupe de travail souhaitait disposer d'une note d'information sur la documentation relative à l'impact des fusions et acquisitions sur les entreprises nationales, en particulier sur les petites et moyennes entreprises. Ainsi que le stipulait la demande, et bien qu'il existe de nombreux travaux théoriques sur la question la note se limite à l'examen de documents établis par d'autres organisations intergouvernementales.¹ Elle se fonde principalement sur les Rapports sur l'investissement dans le monde établis par la CNUCED pour les années 2000 et 1997.

2. L'impact des fusions-acquisitions transfrontières sur les entreprises nationales peut avoir plusieurs dimensions. L'impact le plus direct concerne l'entreprise qui a fait l'objet de l'acquisition ou qui a été fusionnée avec une entité étrangère. Toutefois, les sources disponibles établissent que les fusions et acquisitions ont souvent des retombées positives sur les autres entreprises opérant dans le pays.² Ces retombées concernent tant les entreprises concurrentes que les fournisseurs et les clients de l'entreprise qui a fait l'objet de l'acquisition. Il est également possible qu'il y ait des retombées plus importantes qui affectent globalement l'économie du pays d'accueil et toutes ses entreprises. Bien que ces effets puissent être différenciés à un niveau conceptuel, dans la plupart des cas les sources disponibles n'établissent pas cette distinction. Elles se bornent plutôt à décrire en termes généraux soit les retombées directes sur les entreprises ayant fait l'objet d'acquisition, soit les retombées sur le secteur ou l'ensemble de l'économie. Il en va de même pour les paragraphes suivants, qui ont été rédigés à partir de ces documents. Il convient également de relever que, dans la plupart des cas, les sources disponibles n'établissent pas de distinction entre l'impact des fusions et acquisitions sur les petites et moyennes entreprises (PME) et sur les autres entreprises nationales. Il semble qu'il n'y ait guère d'informations spécifiques sur l'impact des fusions et acquisitions transfrontières sur les PME.

3. On relèvera également que le sujet abordé ici recouvre dans une large mesure celui des travaux entrepris au sein du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement. Le Groupe de travail a notamment dressé un bilan approfondi de la littérature pertinente, parfois avec l'aide d'universitaires, en examinant des questions telles que les effets des fusions et acquisitions sur la

¹ Voir la liste des références annexée au World Investment Report (2000), pages 211 à 222.

² World Investment Report 1997, pages 227 à 233. Voir également le document intitulé "Les effets de l'investissement étranger direct sur le développement: les transferts de technologie et d'autres savoir-faire et leurs retombées" (WT/WGTI/W/65).

balance des paiements (WT/WGTI/W/103), les effets de l'investissement direct (et notamment des fusions et acquisitions) sur le développement, et notamment les transferts de technologie et d'autres savoir-faire et leurs retombées (WT/WGTI/W/65). Il a également établi une synthèse des informations sur les liens entre l'investissement étranger direct et le développement (WT/WGTI/W/38). Pour minimiser les doubles emplois, la présente note s'attache particulièrement au traitement de la dimension politique de la concurrence. Certains chevauchements sont toutefois inévitables et les lecteurs pourront se référer aux documents du Groupe de travail sur les liens entre le commerce et l'investissement pour une analyse plus complète de l'ensemble des travaux menés sur cette question et de certains problèmes spécifiques.

4. On verra ci-après que l'impact de la concurrence et de la politique de la concurrence sur les entreprises qui sont affectées par les fusions et acquisitions transfrontières et sur les économies du pays d'accueil comporte plusieurs dimensions. La première dimension est liée à l'importance des effets directs des fusions et acquisitions sur la structure du marché et sur le comportement des entreprises et au rôle que joue alors la politique de la concurrence. La seconde dimension concerne l'influence qu'exerce l'intensité de la concurrence sur d'autres aspects des fusions et acquisitions - par exemple, sur l'ampleur des transferts de technologie avantageux et des autres retombées positives (ou négatives) liés à ces fusions et acquisitions.³ La troisième dimension concerne l'effet de retour que les transferts de technologie et les autres effets des fusions et acquisitions ont sur la situation de la concurrence et la dynamique du marché sur lequel les entreprises nationales sont en concurrence.

II. RÉSUMÉ DU CONTENU DES DOCUMENTS CONSULTÉS

1. CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2000: Les fusions et acquisitions internationales et le développement*

5. Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2000 dresse un bilan global de l'évolution des fusions et acquisitions. Il analyse les problèmes qu'elles posent et leur impact sur le développement, les tendances au niveau mondial et régional et examine notamment les éléments suivants: les résultats, les motifs et les perspectives, y compris la performance des entreprises ayant fait l'objet d'acquisition et l'effet de facteurs tels que le changement technologique et l'évolution des politiques et des réglementations. Il présente en outre une évaluation des avantages comparatifs des IED consacrés à des fusions et acquisitions et des investissements consacrés à la création d'entreprises. À cet égard, le rapport fournit des résultats empiriques en ce qui concerne: i) l'accès aux ressources financières extérieures et les implications en termes d'accumulation de capital; ii) les transferts, la diffusion et la création de nouvelles technologies; iii) l'impact sur la quantité et la qualité de l'emploi et des compétences au niveau local; iv) la compétitivité des exportations et le commerce, notamment les effets directs sur la compétitivité des entreprises nationales à l'exportation et les effets sur la dépendance à l'égard des importations (par rapport à l'approvisionnement local); et v) les effets sur la structure du marché et sur la concurrence, notamment les pratiques anticoncurrentielles.

6. Quelques-unes des conclusions du rapport semblent particulièrement pertinentes eu égard à l'objet de la présente note:

- Dans la mesure où les fusions et acquisitions transfrontières transfèrent la propriété d'actifs nationaux à des propriétaires étrangers, les anciens propriétaires des entreprises qui ont été

* En anglais seulement. Il existe un résumé (vue d'ensemble) en français.

³ Voir "Les effets de l'investissement étranger direct sur le développement: les transferts de technologie et d'autres savoir-faire et leurs retombées" (WT/WGTI/W/65).

ainsi acquises reçoivent des ressources, sous forme de liquidité ou d'actions négociables.⁴ Ces ressources sont fongibles et peuvent être investies⁵ et/ou utilisées à des fins productives ou autres.⁶

- Les fusions et acquisitions transfrontières tendent à accroître la productivité des entreprises qui ont été ainsi acquises. Cela est d'autant plus probable dans le cas d'acquisitions concernant des entreprises appartenant à des pays en développement et des économies en transition dans la mesure où les investisseurs étrangers disposent généralement de technologies plus avancées.⁷ Ce faisant, ils jouent un rôle important dans la restructuration des entreprises qui sont alors mieux équipées pour faire face à la concurrence internationale.⁸
- Outre leurs effets directs sur les entreprises acquises, les fusions et acquisitions exercent des pressions concurrentielles sur les entreprises nationales concurrentes. Les résultats montrent que cela entraîne un accroissement de la qualité et de la diversité des produits et stimule l'innovation dans les pays d'accueil.⁹
- Les acquéreurs étrangers qui opèrent les fusions et acquisitions continuent souvent à investir dans le pays. Cela contribue à une accumulation progressive du capital dans le pays d'accueil qui peut aussi avoir des retombées positives.¹⁰
- Les fusions et acquisitions transfrontières peuvent s'accompagner de transferts de nouvelles technologies ou de technologies améliorées en faveur du pays d'accueil, en particulier quand l'entreprise acquise fait l'objet d'une restructuration qui vise à accroître l'efficacité de ses opérations.¹¹ Dans les cas où l'entreprise acquise disposait déjà de bonnes capacités techniques, le taux de diffusion de la technologie peut être rapide. L'ampleur des transferts technologiques entraînés par les fusions et acquisitions dépend également de l'intensité de la concurrence sur le marché, dans la mesure où la concurrence incite directement les entreprises à transférer plus agressivement des technologies de pointe et assurer la formation connexe.¹²
- Lorsque les fusions et acquisitions transfrontières font partie d'un programme de consolidation et de rationalisation, elles ont souvent pour effet de réduire le nombre d'emplois, au moins à court terme.¹³ Elles peuvent par ailleurs être utilisées pour ouvrir de

⁴ World Investment Report (WIR) 2000, page 164.

⁵ WIR 2000, page 164.

⁶ WIR 2000, page 171.

⁷ WIR 2000, page 174.

⁸ WIR 2000, page 192.

⁹ WIR 2000, page 193.

¹⁰ WIR 2000, page 197.

¹¹ WIR 2000, page 197.

¹² WIR 2000, pages 175 à 177; voir également "Les effets de l'investissement étranger direct sur le développement: les transferts de technologie et d'autres savoir-faire et leurs retombées" (WT/WGTI/W/65).

¹³ WIR 2000, pages 180 à 183.

nouvelles négociations sur les conditions de travail, qui peuvent alors subir une dégradation.¹⁴ Toutefois, dans la mesure où elles se traduisent par un accroissement de la productivité, s'accompagnent d'un transfert de technologie et ont généralement pour effet de revitaliser les secteurs, à long terme, elles peuvent créer des emplois. Dans les cas où l'entreprise acquise aurait décliné ou aurait disparu en l'absence de fusions et acquisitions transfrontières, les fusions et acquisitions peuvent également être l'occasion de conserver des emplois dans le pays d'accueil, même à court terme.¹⁵

- Le transfert de la propriété et du contrôle de l'entreprise à des intérêts étrangers peut entraîner une réduction de certaines activités techniques telles que la recherche et le développement.¹⁶ Si ce risque est plus important dans des pays où la recherche et le développement et l'innovation sont en retard par rapport au reste du monde, le phénomène peut également se produire dans des pays d'accueil où la recherche et le développement sont efficaces.¹⁷
- Les fusions et acquisitions peuvent avoir pour effet de réduire le degré de concurrence sur les marchés nationaux, aboutir éventuellement à l'établissement d'une position dominante et conduire à l'adoption de certaines pratiques anticoncurrentielles, y compris des comportements de prédateurs à l'encontre des autres entreprises nationales (concurrentes de l'entreprise acquise) et à des pratiques de collusion. Il est important de s'attaquer efficacement à ces pratiques pour assurer que les avantages potentiels des fusions et acquisitions ne soient pas compromis.¹⁸

2. CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 1997: Sociétés transnationales, structure du marché et politique de la concurrence*

7. Le Rapport sur l'investissement dans le monde 1997 étudie globalement les liens entre l'investissement étranger direct (y compris les fusions et acquisitions), la structure du marché et la concurrence ainsi que leur incidence sur les politiques. Cette analyse met également en lumière les éléments suivants: i) l'importance de la concurrence dans les pays d'accueil pour ce qui est de l'entrée des investissements et des performances des entreprises; ii) les pratiques anticoncurrentielles qui ont un effet important sur l'investissement étranger direct et qui peuvent en annuler les bienfaits; iii) les conséquences de la mondialisation pour ce qui est de la concurrence et de l'efficacité sur les marchés régionaux; et iv) les incidences de ces divers éléments sur les politiques, tant au niveau national qu'au niveau international.

8. Quelques-unes des conclusions du rapport semblent particulièrement pertinentes eu égard à l'objet de la présente note:

- L'ouverture des économies aux entrées d'investissements étrangers directs, notamment au moyen de fusions et d'acquisitions, peut directement contribuer à accroître la contestabilité des marchés des pays d'accueil. Cela incite généralement les entreprises à améliorer la qualité

* En anglais seulement.

¹⁴ WIR 2000, pages 185 à 187.

¹⁵ WIR 2000, page 188.

¹⁶ WIR 2000, page 159.

¹⁷ WIR 2000, pages 179 et 180.

¹⁸ WIR 2000, pages 159 et 192.

de leurs produits, leur productivité et leurs systèmes de distribution. En outre, les entreprises multinationales sont souvent mieux armées que les entreprises nationales pour résoudre certains obstacles à l'entrée, liés aux coûts, qui limitent le nombre d'entreprises opérant dans un secteur donné ainsi que le marché de ses produits.¹⁹

- Dans les pays en développement, les filiales étrangères sont souvent plus efficaces que les entreprises nationales. Les répercussions de cet état de choses sur le bien-être dans le pays d'accueil sont étroitement liées au niveau de la concurrence qui est maintenu au moment des fusions et acquisitions et de l'entrée d'autres investissements étrangers directs. En l'absence de concurrence sur les marchés considérés, l'entreprise qui a été fusionnée peut s'engager dans des pratiques anticoncurrentielles qui sont préjudiciables aux autres entreprises nationales et entrants potentiels, compromettant ainsi les avantages qui pourraient découler de la fusion et acquisition. Un tel comportement réduit en outre les avantages que les consommateurs pourraient retirer de l'entrée de concurrents étrangers plus efficaces, qui se manifestent par des prix plus bas, une amélioration de la qualité et de la diversité des produits, des innovations et l'introduction de nouveaux produits.²⁰
- Les pratiques anticoncurrentielles qui sont susceptibles de compromettre ou d'annuler les avantages potentiels de la libéralisation des investissements étrangers directs comprennent notamment: la collusion entre producteurs d'un même produit; les fusions et acquisitions monopolistiques; les pratiques verticales exclusives; et les comportements prédateurs.²¹
- Commentant ces effets et inquiétudes, le Rapport sur l'investissement dans le monde souligne qu'"il y a un lien direct, nécessaire, "amplificateur", entre la libéralisation de l'IED et l'importance de la politique de la concurrence".²² En particulier, alors que la libéralisation de l'IED accroît la contestabilité du marché, les avantages que devraient en retirer les entreprises nationales et les économies des pays d'accueil seront compromis ou annulés si on laisse s'installer et persister des pratiques anticoncurrentielles. Le rapport relève également que dans une économie mondialisée, il est désirable de renforcer la coopération dans le domaine du droit et de la politique de la concurrence dans la mesure où il apparaît de plus en plus que la politique de la concurrence ne peut être efficacement mise en œuvre au seul niveau national.²³

3. CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 1999: L'investissement étranger direct et les défis du développement*

9. Le rapport décrit les tendances de l'évolution de la production internationale, et notamment le rôle joué par les fusions et acquisitions transfrontières. Il examine les défis que pose cette évolution et présente plusieurs options quant aux politiques nationales et internationales adoptées et au moyen de renforcer les aspects positifs et d'en atténuer les aspects négatifs.

* En anglais seulement.

¹⁹ WIR 1997, pages 135 à 149.

²⁰ WIR 1997, pages 150 à 158.

²¹ WIR 1997, pages 156 à 158.

²² WIR 1997, page xxxi.

²³ WIR 1997, pages 156 à 158 et 210 à 216.

10. Quelques-unes des conclusions du rapport semblent particulièrement pertinentes eu égard à l'objet de la présente note:

- Les fusions et acquisitions transfrontières sont souvent suivies d'investissements effectués par les acquéreurs étrangers, ce qui contribue à long terme à l'accumulation du capital dans le pays d'accueil.²⁴
- Les fusions et acquisitions transfrontières peuvent s'accompagner de transferts de technologies nouvelles ou améliorées en faveur du pays d'accueil, en particulier quand l'entreprise qui a fait l'objet de l'acquisition est restructurée dans un souci de plus grande efficience.²⁵
- Les acquisitions et fusions transfrontières peuvent permettre la survie de l'entreprise qui fait l'objet de l'acquisition, c'est le cas en particulier de privatisations effectuées dans les économies en transition ou de ventes d'entreprises dans des pays en développement qui se trouvent dans une situation financière difficile. Dans ces cas, les fusions et acquisitions internationales peuvent être le seul moyen de sauver et de revitaliser des entreprises malades.²⁶
- Quand les fusions et acquisitions transfrontières s'inscrivent dans le cadre d'efforts de consolidation et de rationalisation, elles peuvent se traduire à court terme par des pertes d'emplois. Toutefois, dans la mesure où les entreprises considérées deviennent plus efficaces et plus concurrentielles, l'emploi peut à nouveau progresser.²⁷
- Dans certains cas, les fusions et acquisitions peuvent avoir pour effet de réduire la concurrence sur les marchés nationaux et se traduire au bout du compte par un abus de position dominante²⁸, en particulier lorsque les fusions et acquisitions sont motivées par une baisse de la demande et un excédent de capacité dans le secteur considéré, ou encore, quand il n'y a pas de politique de la concurrence, ou que sa mise en œuvre laisse à désirer.²⁹

4. CNUCED, La concentration de la puissance du marché et ses effets sur les marchés internationaux, 1993

11. Ce rapport traite des effets de concentration que pourraient avoir les fusions et acquisitions et, dans une moindre mesure, les coentreprises, sur les marchés intérieurs et les marchés d'exportation des pays en développement. Il évalue les tendances dans ce domaine et analyse les effets, bénéfiques et préjudiciables, qui pourraient résulter d'une concentration de la puissance de marché faisant suite à des fusions et acquisitions. Il examine en particulier les effets des fusions et acquisitions entre des entreprises nationales, les fusions et acquisitions associant des entreprises étrangères. Enfin, il examine l'incidence de ces concentrations sur l'établissement des politiques.

²⁴ WIR 1999, page 102.

²⁵ WIR 1999, page 102.

²⁶ WIR 1999, page 102.

²⁷ WIR 1999, page 103.

²⁸ WIR 1999, page 103.

²⁹ WIR 1999, page 103.

12. Quelques-unes des conclusions du rapport semblent particulièrement pertinentes eu égard à l'objet de la présente note:

- Une fusion et acquisition associant une entreprise locale et une nouvelle entreprise étrangère s'implantant sur le marché n'affectera probablement guère la concentration (sauf dans le cas où la nouvelle entité produisait exclusivement ou partiellement pour le marché national, ou bien agissait en tant qu'intermédiaire commercial). Toutefois, cette nouvelle opération peut aboutir à une concentration accrue dans le cas où du fait de la compétitivité plus forte de l'acquéreur, des entreprises plus efficaces, sous contrôle étranger, se substituent progressivement aux entreprises locales.³⁰
- Lorsque le financement d'une fusion et acquisition opérées par une entreprise étrangère provient d'emprunts locaux, ce financement peut avoir pour effet d'évincer les entreprises locales et être ainsi préjudiciable à la formation de capital national.³¹
- Les fusions et acquisitions transfrontières entraînent habituellement le transfert d'actifs propres à l'entreprise, et notamment de compétences de gestion et d'organisation, et d'une diffusion de ces compétences au sein de l'économie locale.³²

5. Nam-Hoon Kang et Sara Johansson, *Cross-border Mergers and Acquisitions: Their Role in Industrial Globalisation (Fusions et acquisitions internationales: leur rôle dans la mondialisation de l'industrie), Document de travail de la STI 2000/1, OCDE, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, 2000**

13. Ce document analyse les tendances de l'évolution de la mondialisation de l'industrie, les causes de l'accroissement récent des fusions et acquisitions transfrontières, l'impact de ces dernières sur l'industrie et leurs incidences pour l'établissement des politiques. Il analyse également les tendances récentes en ce qui concerne les fusions et acquisitions transfrontières, les principales caractéristiques des fusions et acquisitions internationales et les principaux facteurs qui les sous-tendent. Il considère également les effets potentiels des fusions et acquisitions transfrontières sur la performance de l'entreprise et du secteur industriel et en tire les conséquences pour ce qui est des politiques publiques.

14. Quelques-unes des conclusions du rapport semblent particulièrement pertinentes eu égard à l'objet de la présente note:

- Les fusions et acquisitions transfrontières peuvent s'accompagner d'une expansion de l'entreprise de l'acquéreur étranger dans le pays d'accueil sous forme par exemple de nouveaux investissements en locaux et équipements. Ces investissements contribuent à l'accumulation à long terme de capital dans le pays d'accueil.³³
- Les fusions et acquisitions transfrontières entreprises en vue de consolider, de rationaliser et/ou de restructurer entraînent souvent des licenciements à court terme. Toutefois, à plus

* En anglais seulement.

³⁰ CNUCED (1993), page 34.

³¹ CNUCED (1993), page 35.

³² CNUCED (1993), page 35.

³³ OCDE 2000, page 34.

long terme, elles peuvent se traduire par des gains dans ce domaine, lorsque l'entreprise ayant fait l'objet de l'acquisition a été restructurée avec succès, a développé de nouveaux produits ou de nouveaux secteurs d'activité, et ainsi créé de nouveaux emplois.³⁴

- Alors qu'initialement les fusions et acquisitions transfrontières peuvent avoir pour effet de réduire la concurrence, ou, au mieux, de laisser la structure du marché inchangée, l'entreprise ayant fait l'objet de l'acquisition peut, avec l'aide de ressources financières et des nouveaux savoir-faire apportés par l'acquéreur étranger, se trouver en meilleure position pour concurrencer les entreprises du pays d'accueil.³⁵
- Lorsqu'une fusion et acquisition a pour effet d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts de production, elle peut permettre la survie d'une entreprise (l'entreprise ayant fait l'objet de l'acquisition) qui aurait autrement fait faillite, et empêcher ainsi une réduction du nombre d'entreprises qui aurait à son tour pour effet d'accroître la concentration sur le marché.³⁶
- Pour ce qui est de l'impact des fusions et acquisitions transfrontières sur l'intensité de la concurrence sur les marchés considérés, les informations disponibles montrent que les fusions et acquisitions peuvent avoir pour effet de réduire la concurrence sur les marchés nationaux et au bout du compte aboutir à l'établissement d'une position dominante sur le marché.³⁷

6. OCDE, fusions internationales et politique de la concurrence, Paris, 1988

15. Ce rapport résume les déterminants et les effets des fusions internationales, sur la base de données relatives aux années 80. Il décrit le cadre juridique mis en place dans certains pays pour contrôler les fusions internationales et fait référence aux instruments de la coopération internationale. Le rapport examine également certaines questions relatives à la concurrence qui peuvent se poser dans le cadre d'opérations de fusion internationale.

16. Quelques-unes des conclusions du rapport semblent particulièrement pertinentes eu égard à l'objet de la présente note:

- Les fusions et acquisitions internationales peuvent être le moyen de stimuler la concurrence sur le marché du pays d'accueil. Par exemple, sur des marchés oligopolistiques, qui érigent des obstacles considérables à l'entrée de concurrents potentiels locaux, des entreprises étrangères dotées d'un avantage technologique et d'une bonne solidité financière seront souvent les concurrents effectifs ou potentiels les plus sérieux.³⁸
- En revanche, dans certains cas, les fusions et acquisitions peuvent avoir pour effet de réduire la concurrence sur les marchés nationaux et conduire à l'établissement d'une position dominante sur le marché, si des politiques de la concurrence adéquates n'ont pas été mises en place.³⁹

³⁴ OCDE 2000, page 34.

³⁵ OCDE 2000, page 34.

³⁶ OCDE 2000, page 34.

³⁷ OCDE 2000, pages 30 et 34.

³⁸ OCDE 1988, page 14.

³⁹ OCDE 1988, pages 14 et 15.

BIBLIOGRAPHIE

1. Nam-Hoon Kang et Sara Johansson, *Cross-border Mergers and Acquisitions: Their Role in Industrial Globalisation*, Document de travail de la STI 2000/1, OCDE, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, 2000.
 2. *Fusions internationales et politique de la concurrence*, OCDE, 1988.
 3. CNUCED, World Investment Report 2000, *Cross Border Mergers and Acquisitions and Development*.
 4. CNUCED, World Investment Report 1999, *Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*.
 5. CNUCED, World Investment Report 1997, *Transnational Corporations, Market Structure and Competition Policy*.
 6. CNUCED, *Concentration of Market Power and its Effects on International Markets*, 1993.
-